

Montreuil, le 24 avril 2018

La Filpac-Cgt écrit pour protester contre l'emprisonnement de l'ancien président Luiz Inácio Lula da Silva, en violation de la Constitution brésilienne. Cette arrestation arbitraire ne sert qu'à saper la démocratie en refusant au peuple brésilien le droit de choisir le président qu'il désire.

Lula a été soumis à une persécution politique. La cour d'appel régionale qui l'a reconnu coupable, le juge Sergio Moro et les procureurs fédéraux "Car Wash" ont violé le droit à la vie privée, le droit à un procès équitable, le droit à ne pas subir d'arrestation arbitraire, le droit à la présomption d'innocence jusqu'à ce qu'il soit reconnu coupable.

Les actions de la magistrature brésilienne avec la complicité des médias nationaux et la droite politique démontrent au monde que le Brésil ne fonctionne pas sous le règne de la loi, mais la règle de l'opportunisme. Utiliser la loi pour contrecarrer les aspirations du peuple brésilien est, au mieux, un exercice cynique. Pour ceux qui sont à l'extérieur du Brésil, cela ressemble à une poursuite de la destitution injustifiée de Dilma Rousseff dans le but de bloquer les aspirations de millions de Brésiliens pour une vie meilleure.

Nous demandons au gouvernement du Brésil de se conformer immédiatement à ses obligations conventionnelles et au droit international coutumier, et de protéger les droits fondamentaux afin de permettre une procédure régulière et un procès équitable en se pliant immédiatement aux mesures suivantes :

1. La libération immédiate de Lula, au minimum, jusqu'à ce que le processus d'appel soit achevé conformément à la constitution brésilienne.
2. Un examen impartial du cas de Lula par un pouvoir judiciaire non lié au gouvernement Temer.
3. Que Lula soit autorisé à se présenter à la présidence lors des élections de cette année.

Patrick BAURET
Secrétaire général de la Filpac-Cgt



Montreuil, April 24, 2018

The Filpac-Cgt writes in protest of the imprisonment of former president Luiz Inácio Lula da Silva, in violation of the Brazilian Constitution. This arbitrary arrest only serves to undermine democracy by denying the people of Brazil the right to choose who they want as president.

Lula has been subjected to a political persecution. The regional appeal court which found him guilty, Judge Sergio Moro and the “Car Wash” Federal Prosecutors have violated Lula’s rights to privacy, right to a fair trial, freedom from arbitrary arrest, the right to freedom of movement and right to be presumed innocent until found guilty.

The actions of the Brazilian judiciary in conjunction with the national media and political right demonstrates to the world that Brazil does not operate under the rule of law, but the rule of expediency. To use the law to thwart the aspirations of the Brazilian people is, at best, a cynical exercise. To those outside Brazil, it looks like a continuation of the unwarranted impeachment of Dilma Rousseff in an effort to stop the hopes of an improved life for millions of Brazilians.

We call on the government of Brazil to comply immediately with its treaty obligations, and customary international law, and protect the fundamental rights to due process of law and to a fair trial, by pursuing immediately the following measures:

1. The immediate release of Lula, at a minimum, until the appeals process has been completed in accordance with the Brazilian constitution.
2. An impartial review of Lula’s case by judiciary not connected to the Temer government.
3. That Lula be allowed to run for the presidency in this year’s election.

Patrick BAURET
Secrétaire général de la Filpac-Cgt

